



## L'héritage de Sharon en action (Reprise d'article)

Par [Tanya Reinhart](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2007

[Zmag.org](#) 23 mai 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le monde occidental semble encore, à l'heure actuelle, sous le charme d'Ariel Sharon qui, à ce qui se dit, a apporté un changement gigantesque dans la politique d'Israël – de l'expansion et occupation à la modération et aux concessions – une situation qui doit être achevée par son successeur Ehud Olmert. Depuis l'évacuation des colonies de la Bande de Gaza, la version dominante en occident a été qu'Israël a fait sa part en ce qui concerne la fin de l'occupation et annoncé qu'il était prêt à faire de nouveaux pas en ce sens, et que c'est maintenant au tour des palestiniens de montrer qu'ils sont capables de vivre en paix avec leur voisin bien intentionné.

Comment se peut-il que Sharon, le leader le plus brutal, cynique, raciste et manipulateur qu'Israël ait jamais eu, ait terminé sa carrière politique comme un héros légendaire de la paix ? La réponse, je crois, est que Sharon n'a pas changé. Plutôt, le mythe construit autour de lui reflète-t-il l'omnipotence actuelle d'un système de propagande qui, pour paraphraser Chomsky, a atteint la perfection dans la fabrique de la conscience.

La magie qui a transformé Sharon aux yeux du monde a été l'évacuation des colonies de Gaza. Je reviendrai sur ce point et je montrerai que même ça, Sharon ne l'a pas fait de sa propre volonté, mais sous la pression, sans précédent à son égard, des USA. Dans tous les cas, Sharon a montré depuis le début que l'évacuation des colonies ne signifie pas laisser libre Gaza. Le plan de retrait, publié sur les journaux israéliens le 16 avril 2004, spécifiait qu' « Israël surveillera et contrôlera la frontière du territoire, qu'il maintiendra un contrôle exclusif de l'espace aérien de Gaza, et qu'il continuera à mener des activités militaires dans les eaux de la Bande de Gaza ». (1)

### Un bref regard sur les précédents de Sharon

Pendant les quatre années de son mandat, Sharon a bloqué toute possibilité de négociations avec les Palestiniens. En 2003 – période de la *Road Map* – les Palestiniens ont accepté le plan et déclaré le cessez le feu, mais, pendant que le monde occidental célébrait la nouvelle aire de paix, l'armée israélienne, avec Sharon, intensifia sa politique d'assassinats ciblés, maintint les brutalités quotidiennes contre les palestiniens occupés, et, pour finir, déclara une guerre totale au Hamas, en tuant tous ses leaders de premier plan, politiques et militaires.

Plus tard, alors que le monde occidental retenait son souffle une fois de plus, après un an et demi d'attente pour le retrait planifié de Gaza, Sharon fit tout son possible pour faire échouer le président palestinien, Mahmoud Abbas, élu en janvier 2005. Sharon déclara qu'Abbas n'était pas un partenaire approprié (parce qu'il ne luttait pas contre le terrorisme) et repoussa toutes les nouvelles offres de négociations. La réalité quotidienne des

palestiniens dans les Territoires occupés n'a jamais été aussi sombre que pendant la période de Sharon. En Cisjordanie, Sharon avait lancé un projet massif de purification ethnique dans les zones frontalières avec Israël. Son projet de mur vole la terre des villages palestiniens dans ces zones, emprisonne des villes entières, et laisse ses habitants sans moyens de subsistance. Si le projet se poursuit, parmi les 400.000 palestiniens qu'il aura sinistrés, beaucoup devront partir et chercher à aller gagner leur vie dans les banlieues des villes à l'intérieur de la Cisjordanie, comme c'est déjà le cas pour la ville de Qalqilia au nord de la West Bank.

Les colonies israéliennes ont été évacuées de la bande de Gaza, mais la Bande reste une énorme prison, complètement coupée du monde extérieur, quasiment privée de ressources et terrorisée, depuis la terre, la mer et le ciel, par l'armée israélienne. La question qui préoccupait l'élite politique et militaire d'Israël depuis la confiscation des territoires occupés en 1967, était de savoir comment garder la plus grande quantité de terre possible avec le plus petit nombre de palestiniens. Le plan Alon du parti travailliste, qui fut réalisé à Oslo, était de conserver environ 40 % de la Cisjordanie, mais permettre une autonomie aux palestiniens sur les 60% restants. Dans tous les cas, Barak et Sharon ont anéanti les accords d'Oslo. Le modèle qu'Israël a construit sous Sharon est un système total de prisons. Les Palestiniens sont emprisonnés dans des enclaves fermées et verrouillées, totalement contrôlées de l'extérieur par l'armée israélienne, qui pénètre dans ces enclaves comme elle le veut. Pour autant que je sache, cet emprisonnement d'un peuple entier est un modèle d'occupation sans précédents, et se réalise avec une vitesse et une efficacité épouvantables.

Parallèlement, ce que Sharon a porté à un degré de perfection c'est la fabrique du consensus, en montrant que la guerre peut toujours être vendue comme une inépuisable recherche de la paix. Il a prouvé qu'Israël peut emprisonner les Palestiniens, les bombarder du ciel, voler leur terre en Cisjordanie, bloquer toute possibilité de paix, et être encore célébré dans le monde entier comme le partenaire pacifique du conflit israélo-palestinien.

Sharon s'est maintenant retiré de la vie politique mais cela ne signifie pas qu'il y aura un quelconque changement. L'héritage de Sharon est encore vif. Il a été préparé depuis plus d'une décennie par l'armée israélienne qui, de fait, est le facteur dominant de la politique israélienne.

L'armée est le facteur politique le plus stable - et le plus dangereux- d'Israël. Comme l'a déjà affirmé un analyste israélien en 2001, « dans les six dernières années, depuis octobre 2005, il y a déjà eu cinq premiers ministres et six ministres de la défense, mais seulement deux chefs d'état-major ».(2) L'armée israélienne et le système politique ont toujours été étroitement intriqués, avec des généraux qui passaient directement de l'armée au gouvernement, mais le statut politique de l'armée s'est encore renforcé pendant la période de Sharon. Il est manifeste, souvent, que les vraies décisions sont prises par l'armée plutôt que par les autorités civiles. Des officiers de l'armée tiennent des conférences de presse (dans les médias israéliens ils prennent au moins la moitié de l'espace d'informations), renseignent et organisent les visites des diplomates étrangers ; ils partent en missions diplomatiques à l'étranger, établissent des plans politiques pour le gouvernement, et expriment leurs opinions politiques en toutes occasions.

En contraste avec la stabilité de l'armée, le système politique israélien est dans un processus progressif de désintégration. Dans un rapport de la Banque Mondiale de 2005, Israël apparaît comme un des états les plus corrompus et les moins efficaces du monde

occidental, ne venant qu'après l'Italie dans l'indice de corruption publique, et le dernier dans l'échelle de la stabilité politique (3). Sharon a été personnellement associé, avec ses fils, à de graves accusations de corruption qui ne sont jamais arrivées jusqu'à un tribunal. Le nouveau parti que Sharon a fondé, Kadima, qui est aujourd'hui au gouvernement, est un agglomérat hiérarchique d'individus sans véritables articulations de parti ni sections locales. Ses lignes directrices, publiées en novembre 2005, autorisent ses dirigeants à contourner toutes les procédures démocratiques normales pour l'établissement d'une liste de candidats de parti pour le parlement, sans vote ou approbation d'aucune organisation de parti. (4)

Le parti travailliste n'a pas été capable d'offrir une alternative. Lors des deux dernières élections israéliennes, le Labor a élu des *colombes* comme candidats au poste de premier ministre, Abraham Mitzna en 2003, et Amir Peretz en 2006. Tous les deux avaient été salués dès le départ dans un grand enthousiasme, mais leur parti et les consultants en communication, et l'auto censure qu'ils se sont imposée, les ont rapidement faits taire, les poussant à se situer eux même « au centre de la carte politique ». Du coup, leur programme ne se différençia plus de celui de Sharon. "Peretz a même déclaré que sur des questions de « politique étrangère et de sécurité » il se comporterait exactement comme Sharon, ou Olmert ensuite, et qu'ils ne divergeaient que sur des questions sociales. Ce faisant, ces candidats ont contribué à convaincre les électeurs israéliens que la méthode de Sharon était la méthode juste. Pendant ces dernières années, il n'y a jamais eu une opposition de gauche conséquente à la domination de Sharon et des généraux, puisque après les élections, le parti travailliste entre toujours dans la coalition de gouvernement, apportant aux généraux l'image de colombes dont ils ont besoin pour leur show international.

Avec l'écroulement du système politique, l'armée demeure l'organisme qui façonne et exécute les politiques israéliennes, et, comme on l'a vu déjà de façon évidente depuis ces derniers mois où Sharon a quitté son poste, l'armée est déterminée à conserver son héritage avec le successeur de Sharon, Ehud Olmert. Pour cela, il est essentiel que, quoique fasse Israël, ce soit présenté comme une concession douloureuse. Et nous sommes, maintenant, évidemment, à l'aube d'un nouveau « plan de paix » promu par Olmert.

Olmert peut bien avoir signé ce plan de son nom, les droits d'auteur appartiennent à Sharon. Le 2 janvier 2006, un peu avant que Sharon laisse son poste, le journal israélien *Ma'ariv* révéla le plan qu'il comptait présenter pour la Cisjordanie. Le plan était basé sur le fait que les Etats-Unis reconnaissent que la Road Map était dans l'impasse, et qu'elle n'avait, de fait, jamais démarré car (selon la ligne officielle d'Israël) il n'y avait jamais eu de véritable partenaire de paix palestinien. Ceci se passait déjà avant même les élections qui allaient porter le Hamas au pouvoir ; mais, du point de vue israélien, aucune direction palestinienne n'a jamais été un partenaire approprié. Sharon soutient que l'Autorité palestinienne sous Abbas échoua dans ses obligations de combattre le réseau terroriste. En l'absence d'un partenaire approprié, Israël définirait unilatéralement ses frontières, c'est-à-dire déciderait de son côté combien de terre palestinienne il avait besoin de prendre et se désengagerait de tout le reste. Selon ce plan, les négociations avec les Usa devraient amener « à la signature d'un accord avec Washington qui détermine la frontière orientale d'Israël ». L'accord américano-israélien inclura « l'achèvement rapide de l'enceinte... qui deviendrait une véritable enceinte de frontière ». (5)

A la veille des élections israéliennes, Olmert avait dévoilé publiquement le plan, qui devint plus tard le plan officiel du nouveau gouvernement israélien, sous le nom de consolidation, ou convergence. Il proclama que la nouvelle frontière d'Israël correspondrait au tracé du

Mur, qui serait terminé avant le début du désengagement. (6) Pour exploiter ce plan, le mur devrait se déplacer encore un peu plus à l'est de son tracé actuel, et Olmert est explicite dans ses explications sur son emplacement idéal. Il est certain pour lui qu' « Israël maintiendra (les colonies) d'Ariel, Ma'aleh Adoumin, l'enceinte ( *envelope*) de Jérusalem et Gush Etzion, ainsi que le contrôle d'Israël sur la vallée du Jourdain. (7) Un coup d'œil à la carte révèle que les zones qu'Israël annexerait par ce plan représentent 40 % de la Cisjordanie.

Olmert croit que les circonstances sont favorables en ce moment pour imposer cette « solution » aux palestiniens, parce qu'avec la victoire du Hamas aux élections, il devrait être encore plus manifeste pour la communauté internationale qu'il n'y a pas de partenaire avec qui négocier. Il a déclaré : « Il y a maintenant une « fenêtre d'opportunité » pour arriver à un accord international sur la définition de la frontière, à la suite de l'accession du Hamas au pouvoir et... l'appui obtenu par le retrait de Gaza ». (8) Dans la déclaration, le plan inclut l'évacuation des colonies à l'est de la nouvelle frontière. Cependant, à la différence du plan de désengagement de Gaza, il n'y a aucun calendrier prévu pour cette hypothétique évacuation, et aucune liste des colonies à évacuer n'a été publiée. Dans tous les cas, si un tel scénario se présente, l'objectif est de garder les enclaves israéliennes en Cisjordanie sous contrôle total, comme c'est le cas à Gaza. Olmert a été explicite à ce sujet dans l'annonce publique de son plan. La mise en place après le désengagement « donnera toute liberté d'action aux Forces de Défense d'Israël en Cisjordanie, semblable à la situation qui a suivi le retrait de la Bande de Gaza. » (9)

Le plan Olmert, donc, consiste à transformer l'héritage de Sharon en réalité, annexer à Israël 40% de la Cisjordanie et appliquer le modèle Gaza d'emprisonnement des Palestiniens dans les enclaves restantes. Mais Olmert est le nouvel homme de paix d'Israël.

Ce sont des moments difficiles, dans lesquels l'héritage de Sharon semble gagner, sans qu'aucun obstacle ne vienne s'opposer, depuis le droit international ou la justice, sur son chemin de destruction.

Il y a moins de deux ans, le 9 juillet 2004, la Cour Internationale de Justice a émis une sentence sur la « Conséquence légale de la construction du mur dans le territoire palestinien occupé ». La cour a indiqué que l'actuel tracé du mur est une violation sévère et primaire du droit international. Les premières réactions en Israël montrèrent une inquiétude. A la mi-août 2004, le Procureur Général Menachem Maruz présenta au gouvernement un rapport qui déclarait : « il est difficile d'exagérer les réactions négatives que la sentence de la Cour aura sur Israël à de nombreux niveaux, y compris sur des questions qui vont au-delà de l'enceinte de séparation. La décision crée une réalité politique pour Israël au niveau international, qui peut être utilisée pour agir contre Israël dans des institutions internationales, au point que des sanctions pourraient surgir. » (10) Israël se dépêcha de préciser que le mur est une barrière de sécurité temporaire, qui ne déterminerait en aucune manière un fait accompli. Mais dans l'atmosphère politique actuelle, Israël déclare qu'il entend faire du mur sa barrière, et aucun gouvernement européen ne fronce le moindre sourcil.

Il y a un an seulement, le monde occidental célébrait l'aube de la démocratie au Moyen-Orient. Après la mort d'Arafat, les Palestiniens étaient engagés dans une vraie campagne électorale. Le Hamas déclara son intention de participer aux élections, et de passer de la lutte armée au travail dans le champ politique. On aurait pu penser que cela apparaîtrait comme un développement positif et encourageant, après les années de bains de sang. En

effet, les USA insistaient pour que les élections aient lieu, malgré les objections israéliennes. Mais, hélas, les Palestiniens allaient élire le mauvais parti. Et il a semblé naturel au monde occidental que les Palestiniens devaient subir une punition collective pour ne pas avoir bien compris ce qu'est la démocratie. Les Usa décident, et l'Europe est d'accord pour que tous les palestiniens soient coupés du monde, en les laissant au bord de l'inanition, avec l'écroulement de ce qui reste de leurs infrastructures et du système sanitaire.

Cependant, les toutes dernières années ne sont pas que des années de victoire pour l'expansion israélienne. Dans la perspective d'un maintien à long terme de l'occupation de la Cisjordanie, l'évacuation des colonies de Gaza a été une défaite.

Une opinion prévalente dans les milieux critiques est que Sharon a décidé d'évacuer les colonies de Gaza parce qu'il était trop coûteux de les garder, et qu'il avait décidé de concentrer l'effort sur son objectif central de garder la Cisjordanie et d'y développer ses colonies. Mais, de fait, il n'y a pas de réelle preuve à ce sujet.

Bien sûr l'occupation de Gaza a toujours été coûteuse, et même dans la perspective des expansionnistes les plus acharnés, Israël n'a pas besoin de ce morceau de terre, une des plus densément peuplées du monde, et privée de ressources naturelles. Le problème est qu'on ne peut pas laisser la bande de Gaza libre, si on veut garder la Cisjordanie. Un tiers des Palestiniens occupés vit dans la Bande de Gaza. S'ils étaient libres, ils deviendraient le centre de la lutte palestinienne de libération, avec libre accès à l'occident et au monde arabe. Pour contrôler la Cisjordanie, Israël doit rester à Gaza. Et quand il est clair que Gaza doit être contrôlée et occupée, le modèle d'occupation précédent était le choix idéal. La Bande était contrôlée de l'intérieur par l'armée, et les colonies étaient le support nécessaire à l'armée, et la justification morale du travail brutal de l'occupation militaire. Leur présence là correspondait à la mission de protection de la patrie. Le contrôle de l'extérieur peut coûter moins cher, mais à long terme, il n'y a plus de garantie de succès.

En outre, depuis l'époque d'Oslo, les colonies étaient conçues, localement et internationalement, comme un problème tragique qui, malgré les bonnes intentions d'Israël de mettre fin à l'occupation, ne pouvait pas être résolu. Ce mythe utile s'effondra avec l'évacuation des colonies de Gaza, qui montrait combien il est facile, en effet, d'évacuer les colonies et combien le soutien en Israël est grand pour qu'on le fasse.

Bien que je ne puisse pas entrer dans les détails ici, je soutiens dans ***L'héritage de Sharon***, (11) que Sharon n'a pas évacué les colonies de Gaza de sa propre volonté mais plutôt qu'il a été obligé de le faire. Sharon prépara son plan de désengagement comme un moyen de gagner du temps, quand la pression internationale, après le sabotage de la Road Map et la construction du mur en Cisjordanie, était à son apogée. Toutefois, à tout moment depuis lors, et jusqu'à la fin, il essaya de se soustraire à ses engagements, comme il l'avait toujours fait à chaque fois, auparavant. Mais cette fois il fut obligé de le faire par l'administration Bush. Bien que tout se passa en coulisses, la pression fut massive, y compris par des sanctions militaires. Le prétexte officiel pour les sanctions était la vente d'armes, par Israël, à la Chine, mais à d'autres occasions, auparavant, la crise s'était terminée dès qu'Israël avait accepté d'effacer le marché. Cette fois, les sanctions étaient sans précédents, et durèrent jusqu'à la signature de l'accord de novembre 2005.

L'histoire de l'évacuation de Gaza montre que la pression internationale peut obliger Israël à faire des concessions. Je soutiens (*L'héritage de Sharon*) qu'il considéra que si les USA exerçaient des pressions sur Israël pour la première fois dans l'histoire récente, c'était parce



que les USA étaient en train de plonger dans le borbier irakien et qu'il était impossible d'ignorer le mécontentement mondial sur la politique israélienne et de maintenir l'appui américain envers celle-ci. (Par exemple, dans un vaste sondage de l'Union Européenne, la majorité pensait qu'Israël était la principale menace pour la paix dans le monde). (12) Les USA devaient faire une concession à l'opinion publique.

Du point de vue des Usa, leur objectif de tenir compte de la pression internationale avait été atteint avec l'évacuation des colonies de Gaza. Les leaders occidentaux et les médias étaient euphoriques sur les nouveaux développements au Moyen-Orient. Tant qu'une situation de calme international se maintient, les Palestiniens ne jouent aucun rôle dans les calculs des Etats-Unis. L'administration étasunienne a annoncé à ses amis en Europe et dans le monde arabe qu'Israël a fait sa part, et qu'il est temps maintenant de laisser Israël en paix et d'attendre que les Palestiniens aussi fassent la leur. » (13)

Néanmoins, le fait que la pression soit mise sur Israël même pendant une brève période seulement, montre aussi les limites du pouvoir et de la propagande. Malgré l'apparent succès du lobby pro-israélien pour faire taire toute critique contre la politique israélienne dans le débat politique occidental, la lutte palestinienne pour la justice a pénétré la conscience mondiale. Cela a commencé avec le peuple palestinien qui a supporté des années d'oppression brutale et, à travers sa résistance et son organisation quotidienne, est arrivé à garder vivante la cause palestinienne, chose que toutes les nations ne sont pas arrivées à faire. Cela continue avec la lutte des mouvements de solidarité qui envoient leurs membres dans les territoires occupés ou font des vigies chez eux, des universitaires qui signent des pétitions de boycott, prenant eux même le risque d'être attaqués, avec certains journalistes courageux qui continuent à raconter la vérité, contre la pression des médias consentants et des lobbies pro israéliens. Cette lutte semble souvent inutile, mais elle a pénétré la conscience mondiale. C'est cette conscience collective qui oblige finalement les USA à exercer des pressions sur Israël pour quelque concession, même limitée. On peut faire taire la cause palestinienne pour quelque temps, comme c'est le cas en ce moment, mais elle renaîtra.

\* *Tanya Reinhart est enseignante de linguistique à l'université de Tel Aviv et à Utrecht. Elle est l'auteur, récemment, de **L'héritage de Sharon. Détruire la Palestine, suite** (La fabrique, avril 2006)(15 euros)*

[1] Section III, Security reality after the evacuation, clause 1. The published plan is available at:

<http://www.haaretz.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=416024&contrassID=1&subContrassID=1&sbSubContrassID=0&listSrc=Y>.

[2] Amir Oren, Ha'aretz, October 19, 2001.

[3] Ora Coren, Israel ranks among most corrupt in West, Ha'aretz, April 8, 2005.

[4] Gil Hoffman, 'National Responsibility' name of PM's new party, Jerusalem Post, November 23, 2005.

[5] Amnon Dankner and Ben Kaspit, The road blast Sharon's new initiative, Ma'ariv, January 2 2006 (Hebrew; [www.nrg.co.il/online/1/ART1/027/938.html](http://www.nrg.co.il/online/1/ART1/027/938.html)).

[6] Aluf Benn and Yossi Verter, "Olmert to Offer Settlers: Expand blocs, cut outposts," Ha'aretz, March 3 2006.

[7] Olmert said: "I believe that in four years' time, Israel will be disengaged from the vast majority of the Palestinian population, within new borders, with the route of the fence - which until now has been a security fence - adjusted to the new line of the permanent

borders.”

[7]Ibid.

[8]Ibid.

[9]Ibid.

[10] Yuval Yoaz, *Hague fence ruling may lead to sanctions*, Ha'aretz, August 19, 2004.

[11] *L'Héritage de Sharon, Détruire La Palestine, Suite, La Fabrique, Paris, April 2006. An extended version will appear in English as The Road Map to Nowhere: Israel/Palestine since 2003, Verso, July 2006.*

[12] Thomas Fuller, *Herald Tribune*, October 31 2003.

[13] Aluf Benn, "Leaving Gaza - The Day After," Ha'aretz, September 12 2005.

Edité par **Znet.org**, Italie :

<http://www.zmag.org/Italy/reinhart-ereditasharon.htm> , le 23 mai 2006

et **The Electronic Intifada**

<http://electronicintifada.net/v2/printer4734.shtml>

*Traduit de l'italien et anglais par Marie-Ange Patrizio*

La source originale de cet article est [Zmag.org](http://www.zmag.org)

Copyright © [Tanya Reinhart](http://www.zmag.org), [Zmag.org](http://www.zmag.org), 2007

---

Articles Par : [Tanya Reinhart](http://www.zmag.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)